

## GÉOPOLITIQUE

# L'arrivée au pouvoir de Donald Trump laisse planer un voile d'incertitude

LE RETOUR DE DONALD TRUMP À LA MAISON-BLANCHE EST SYNONYME D'UN DOLLAR FORT ET DE L'AVÈNEMENT DE POLITIQUES PROTECTIONNISTES QUI VONT REDÉFINIR LES ÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES MONDIAUX. DANS CE CONTEXTE, MAURICE DEVRA ANTICIPER LES IMPACTS SUR SON COMMERCE EXTÉRIEUR ET AJUSTER SA STRATÉGIE FACE À CES CHANGEMENTS.

ASHLEY EMILIE

**DONALD** Trump a prêté serment en tant que 47<sup>e</sup> président des États-Unis ce lundi, marquant son retour à la Maison-Blanche après une défaite quatre ans plus tôt. La passation de pouvoir avec Joe Biden, qui quitte ses fonctions après un unique mandat, révèle un Trump visiblement plus assuré. Dès son premier jour, il a annoncé la signature d'une série de décrets.

Parmi ses premières initiatives figurent une politique énergétique favorable aux entreprises et un durcissement des règles sur l'immigration irrégulière, dans le cadre de ses promesses de campagne de 2024.

Ce retour au pouvoir de Donald Trump n'est pas sans implications économiques pour Maurice. Sa politique protectionniste à travers le relèvement des droits de douane sur les produits en provenance de l'Union européenne, du Canada, de la Chine et du Mexique devrait contribuer à maintenir un dollar fort sur la scène internationale.

Le Dr Bhavish Jugurnath, économiste, anticipe une embellie du dollar découlant de la politique protectionniste de Trump. Il prévient, au passage, qu'une appréciation bru-

taile et soudaine aura des conséquences bien plus marquées qu'un changement progressif. Si un dollar fort rend les exportations américaines coûteuses et pourrait affaiblir les industries locales dépendantes de l'export, il en résulte également des importations à moindre coût. Il prévient, par ailleurs, que les taxes d'importation élevées peuvent bouleverser l'économie mondiale, avec des répercussions positives et négatives selon les produits ciblés et la réaction des autres pays. Et d'ajouter qu'une réduction des échanges commerciaux pourrait ralentir la croissance économique mauricienne.

Le fondateur et CEO d'Anneau, Amit Bakhirta, précise, pour sa part, que «*le protectionnisme commercial, qui englobe les politiques visant à limiter le commerce international pour protéger les entreprises locales, influe sur les taux de change via la balance commerciale. Cela peut provoquer une appréciation ou une dépréciation monétaire*». Selon lui, il est cependant prématuré de conclure à une appréciation durable du dollar, car celui-ci reste influencé par l'inflation et les taux d'intérêt actuels. Si cette tendance se poursuit, la roupie mauricienne risque de continuer

à se déprécier, à moins que des mesures ciblées, comme une hausse des taux d'intérêt ou des interventions sur les marchés des changes, ne soient prises. Dans le cas contraire, une monnaie affaiblie pourrait aggraver l'inflation importée et réduire davantage le pouvoir d'achat, renforçant la nécessité d'un comité de politique monétaire solide à la Banque de Maurice.

Le CEO d'Anneau estime qu'il sera toutefois compliqué pour Trump d'appliquer de telles mesures si les pressions inflationnistes aux États-Unis persistent, car l'un de ses objectifs est de maîtriser les prix domestiques. Si la hausse des importations chinoises peut favoriser certaines exportations mauriciennes, les produits locaux en concurrence directe avec la Chine restent limités sur le marché américain, réduisant l'impact potentiel pour Maurice.

## CHAGOS : LE DEAL EN SUSPENS

Il est, par ailleurs, d'avis qu'il est difficile, voire impossible, d'avoir une visibilité à cinq ans sur une devise comme le dollar, en raison des nombreuses variables pouvant influencer sur une telle période.



De son côté, Paul Baker, Chairman d'International Economics Consulting Group et Chairman d'Africa Trade Foundation, estime que les États-Unis devraient probablement bénéficier d'un dollar solide. Il rappelle cependant que, durant le premier mandat de Trump, malgré quelques fluctuations, la devise est restée relativement stable face à l'euro. Selon lui, la récente montée du dollar, atteignant presque la parité avec l'euro en septembre 2024, reflète les anticipations de dé-



DR BHAVISH JUGURNATH  
(ÉCONOMISTE)



LE PRÉSIDENT TRUMP A COMMENCÉ À VOTER DES DÉCRETS AUSSITÔT APRÈS SON INVESTITURE

règlementations, de baisses d'impôts sur les entreprises et de réductions des dépenses publiques par le nouveau Department of Government Ef-

iciency, qui sera dirigé par Elon Musk.

À cela s'ajoutent la faiblesse de l'économie chinoise et une croissance morose en



AMIT BAKHIRTA (CEO D'ANNEAU)



PAUL BAKER (CHAIRMAN D'INTERNATIONAL ECONOMICS CONSULTING GROUP)

Europe et au Royaume-Uni, réduisant les options pour les investisseurs en quête de rendements élevés.

Concernant le deal sur les Chagos, il y a un gros point d'interrogation. L'accord finalisé entre le Royaume-Uni et Maurice a été transmis à l'administration Trump. Celle-ci a, par le passé, soutenu la revendication britannique de souveraineté sur l'archipel, renversant les positions de l'ère Obama, qui semblaient plus favorables à Maurice.

Pour Paul Baker, Maurice a jusqu'ici réussi à préserver ses intérêts diplomatiques et géopolitiques malgré les tensions

sur cette question. De plus, indique-t-il, «*les autorités mauriciennes ont clairement indiqué que leur quête de souveraineté ne remettrait pas en cause les opérations de la base américaine à Diego Garcia, inscrivant ce différend dans une logique économique*».

Le pays devra maintenir un dialogue ouvert avec Londres et Washington pour faire avancer les négociations, en s'appuyant notamment sur l'avis consultatif de la Cour internationale de justice de 2019 et la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies demandant le retrait inconditionnel du Royaume-Uni de ce territoire.

## Faut-il craindre un impact sur le commerce avec les États-Unis ?

Sous l'administration Trump, les relations entre les États-Unis et l'Afrique ont pris une tournure résolument transactionnelle, marquée par des priorités économiques et des politiques commerciales ciblées. Selon Paul Baker, Donald Trump privilégiait des échanges directs et pragmatiques, avec une attention particulière aux intérêts économiques américains, souvent au détriment de partenaires africains. Bien que l'Afrique regorge de ressources minérales stratégiques, elle ne figurait pas parmi les grandes priorités commerciales des États-Unis, ces derniers concentrant leurs efforts sur des partenaires économiques plus influents.

Le Chairman d'International Economics Consulting Group met en exergue les incertitudes autour du renouvellement de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), qui expire en septembre 2025. Ce programme est essentiel pour l'accès préférentiel de l'Afrique aux marchés américains. Il ajoute que les politiques tarifaires proposées, comme un tarif de 10 % sur toutes les importations, pourraient réduire la demande américaine pour certains produits africains, bien que l'impact global sur les exportations africaines reste limité.

Il rappelle, par ailleurs, que l'administration Trump avait lancé en 2018 l'initiative Prosper Africa en vue de renforcer les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique. Concernant Maurice, il note une diminution des exportations couvertes par l'AGOA et le Generalized System of Preferences, passant de 37 % en 2020 à 22 % en 2023, tout en soulignant la dépendance des secteurs textile et agricole aux préférences commerciales.

De son côté, le Dr Bhavish Jugurnath note que l'administration Trump a combiné réduction de certaines aides au développement et promotion de nouvelles initiatives, comme Prosper Africa, axée sur la croissance économique par le secteur privé et les partenariats commerciaux. Cette approche, selon le Dr Bhavish Jugurnath, pourrait accélérer la croissance économique africaine, avec des retombées potentielles pour des pays comme Maurice.

De même, il fait remarquer que l'administration Trump avait envisagé une révision des critères d'éligibilité pour certains pays bénéficiaires de l'AGOA, et estime que le nouveau président pourrait adopter une démarche similaire, bien que l'étendue de ces révisions reste incertaine. Face à ces incertitudes, Maurice doit miser sur l'innovation et la diversification tout en maintenant un dialogue actif avec les autorités américaines.